



POUR VIVRE

Faut-il sans cesse **NOUS MENTIR ?**

L'UISP FO Justice Dijon dénonce l'écart criant entre les effets d'annonce et la dure réalité sur le terrain.

Le nouveau ministre affiche un discours ferme : sécurisation, isolement des profils à risques, fin du laxisme. **Des paroles fortes que nous saluons !**
Mais une fois les caméras éteintes, la réalité frappe comme un retour de boomerang.

À **Orléans**, malgré une note de service explicite, un **profil à hauts risques** bénéficie de mesures de **gestion allégées**. Tout cela en dépit des multiples menaces et insultes proférées contre le personnel. Comment parler de fermeté face à une telle incohérence ?

À **Joux-la-Ville**, c'est un **scénario digne d'un mauvais film d'action** : un détenu armé s'échappe de la promenade, escalade les toits, bloque l'établissement pendant des heures, oblige l'armement d'une équipe et mobilise l'attention du VI et trois agents pour négocier. Le verdict ? Une sanction ridicule de 20 jours de quartier disciplinaire. Une tentative d'évasion ? Un acte gravissime ? Visiblement pas aux yeux de certains.

Quant à la sécurité renforcée promise aux équipes ESP après le drame d'Incarville, là encore, la réalité diverge. Certes, certaines unités ont été dotées de 5008, des véhicules adaptés à leurs missions.

Mais à **Nevers**, on regrette de constater que ce véhicule ESP n'est pas entièrement dévolu aux extractions. Là-bas, les agents se retrouvent livrés à eux-mêmes, **privés d'un autre matériel crucial**, comme les **ARI**, verrouillés et inaccessibles lors des interventions de nuit. Résultat : un agent a inhalé des fumées faute d'équipement disponible.

Notre secrétaire local avait alerté depuis longtemps déjà, où est la priorité ?

Nous posons la question : les annonces ministérielles sont-elles une façade ?

La DISP de Dijon est-elle exemptée des politiques de sécurité et de justice ? Les chefs d'établissement de cette DISP jouissent-ils d'une impunité totale ? Où est le contrôle, où est la rigueur ?

L'UISP FO Justice Dijon exige des réponses claires et des actions concrètes. La sécurité des personnels ne peut plus être bafouée.

